

<http://www.eadi.org>

# EADI Lettre d'Information 1-2007

EUROPEAN ASSOCIATION OF DEVELOPMENT RESEARCH  
AND TRAINING INSTITUTES  
ASSOCIATION EUROPÉENNE DES INSTITUTS DE RECHERCHE ET  
DE FORMATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT  
EUROPÄISCHER VERBAND DER ENTWICKLUNGSFORSCHUNGS-  
UND AUSBILDUNGSINSTITUTIONEN



KAISER-FRIEDRICH-STRASSE 11 · 53113 BONN, GERMANY · TEL: (+49) 228 261 81 01  
FAX: (+49) 228 261 81 03 · EMAIL: [POSTMASTER@EADI.ORG](mailto:POSTMASTER@EADI.ORG) · WEB: [HTTP://WWW.EADI.ORG](http://WWW.EADI.ORG)



**12e Conférence  
Générale :  
Gouvernance mondiale  
pour un développement  
durable**

**Accès ouvert**

**Nouvelles de l'EADI**

# Sommaire

## Editorial

### 12e Conférence Générale de l'EADI

Gouvernance mondiale pour un développement durable - Appel à communication

### Accès au savoir du développement - perspectives de partenariat

De nouveaux partenariats pour surmonter le gouffre du savoir - *par Allam Ahmed*

Accès à et diffusion de résultats de recherche dans les pays en développement et les économies émergentes - *par Carol Priestley*

Au-delà de la 1ère génération d'accès libre pour l'Afrique - *par Jennifer A. De Beer*

### Nouvelles de l'EADI

Mobiliser la recherche européenne sur les politiques de développement - *par Thomas Lawo*

Nouvelles des nos Groupes de travaux - Appels à contributions

Thèmes émergents dans la gestion de l'information et du savoir et développement international  
- Nouveau programme quinquennal de recherche

Nouveaux membres de l'EADI

# Impressum

## LA LETTRE D'INFORMATION EST PUBLIÉE DEUX FOIS PAR AN PAR:

L'Association Européenne des Instituts de Recherche et de formation en matière de Développement (EADI)  
Kaiser-Friedrich-Str. 11  
D-53113 Bonn, Allemagne  
Tél.: (+49) 228 - 26 18 101  
Fax: (+49) 228 - 26 18 103  
Site web: [www.eadi.org](http://www.eadi.org)  
Courriel: [postmaster@eadi.org](mailto:postmaster@eadi.org)  
Secrétaire exécutif: Thomas Lawo  
Editeur responsable: Susanne von Itter  
Courriel: [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

## VERSION ANGLAISE:

Ute Reusch

## VERSION FRANÇAISE:

Gilson Networks

## IMPRESSION:

V + V Druck, Bonn

## ILLUSTRATION DE COUVERTURE:

Deutsche Welthungerhilfe

Avec autorisation préalable de l'EADI, le matériel publié dans la Lettre d'Information de l'EADI peut être reproduit ou adapté, sous condition de ne pas le distribuer pour des raisons commerciales et si le nom de l'auteur / des auteurs d'origine est clairement mentionné.

Les articles n'engagent que les auteurs; les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'EADI.

# Editorial

Le principe de développement durable, - combinant la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources naturelles non-renouvelables avec la réduction de la pauvreté et l'accès à des conditions de vie décentes pour les populations des pays en développement -, a été approuvé par toutes les nations présentes à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) à Rio en 1992. Cependant, traduire cet impératif dans les faits, à travers des politiques économiques et environnementales efficaces à la fois pour les pays en développement et les pays développés semble être une tâche très ardue. Comment la recherche sur le développement peut-elle contribuer à cette entreprise ?

"Il existe encore des fossés de savoir importants concernant les changements climatiques, spécialement dans les pays en développement. De la recherche additionnelle ciblée sur ces fossés pourrait réduire les incertitudes et donc rendre plus aisée la prise de décision concernant la limitations des dégâts dus au changements climatiques" (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, mai 2007). Si le changement climatique est la défaillance du marché - et la plus fatale -, il y a un réel besoin d'actions gouvernementales ; et si les actions menées par les gouvernements individuellement ne suffisent pas, il y a un besoin urgent de coopération internationale et de gouvernance mondiale performante. C'est pourquoi la "Gouvernance mondiale pour un développement durable : la nécessité de cohérence politique et de nouveaux partenariats" sera le thème central de la 12e Conférence générale de l'EADI qui se tiendra à Genève du 24 au 28 juin 2008. La Conférence offrira une plateforme aux chercheurs européens et à leurs associés et collègues de l'ICDDA dans les régions en développement pour y présenter leurs perceptions et débattre des défis dramatiques du changement climatique pour le monde entier ; elle leur permettra aussi d'explorer les options politiques et les modèles de gouvernance pour relever ces défis aux niveaux mondial, régional,

national et local. On trouvera une description complète de la problématique de cette conférence dans ce numéro de la Lettre d'Information de l'EADI. Un appel à communications pour les sessions des Groupes de travail sera disponible à partir d'août 2007. Le site Internet de la Conférence a été activé, il fonctionne comme point de référence pour les Groupes de travail, les présentateurs de documents et les participants.

En se basant sur l'hypothèse que la recherche doit être largement diffusée et librement accessible pour avoir un impact, la 'Budapest Open Access Initiative', l'initiative pour le libre accès à la recherche (BOAI) a développé en 2001 une définition de l'Accès Libre (AL). La 'Déclaration de Berlin sur l'accès libre' de 2003 soutient cette initiative. Le Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information (GI) a lancé une discussion sur ce thème à sa dernière réunion, à Brighton en septembre 2006 ; et un séminaire sur 'Accès au savoir sur le développement - perspectives de partenariat' tenu en avril 2007 a continué d'explorer diverses perspectives. Un résumé et une partie des interventions du symposium UniPID-EADI organisé à Helsinki sont repris dans ce numéro. En conséquence, nos lecteurs trouveront un dossier thématique sur tous les thèmes liés à l'Accès libre (AL) sur le site Internet de l'EADI. La discussion va être poursuivie à la prochaine Assemblée générale annuelle du Groupe de travail GI en septembre à La Haye.

En avril 2007, la Direction générale pour la coopération internationale (DGIS), une section du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères a approuvé le financement du programme de recherche du Groupe de travail de l'EADI GI intitulé 'Thèmes émergents en information et gestion du savoir et développement international'. Son objectif est d'améliorer les pratiques de développement en stimulant le changement dans la façon dont le secteur du développement approche la sélection, la gestion et l'usage du savoir dans la formation et la mise en pratique de ses politiques et programmes. Pour l'EADI, ce programme de recherche représente une



chance importante. Il vise à créer un environnement dans lequel les chercheurs, les praticiens, les décideurs politiques et les gestionnaires du savoir ont une occasion de pouvoir réfléchir sur leur façon d'employer et de gérer le savoir. De nouvelles perspectives sur les possibilités de les améliorer afin de mieux servir leurs objectifs vont être développées. Un but explicite du programme est de plaider pour une plus grande participation et un usage plus systématique de production de la recherche venant du Sud. Cette initiative du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information va offrir de nouveaux incitants à l'association dans son ensemble. Une courte description du programme de recherche est publiée dans ce numéro.

Les activités de l'EADI mises en place autour du EDR (Rapport sur la politique européenne de développement) sont décrites dans l'article de Thomas Lawo. Un atelier lancé pour 'Mobiliser la recherche européenne sur les politiques de développement' s'est tenu en mars 2007 à Bruxelles ; il a vu une nombreuse participation de membres de l'EADI qui y ont apporté leur contribution active aux débats.

Finalement, la dernière mais pas la moindre des informations : nous félicitons notre institut membre OEFSE qui a fêté son 40e anniversaire en juin. COCOPS a fêté 20 ans de coopération universitaire en mars. Et enfin, l'Institut des études sociales (ISS) de La Haye va fêter son 55e Dies Natalis en octobre. Le thème de la célébration est " Citoyenneté : cités d'espoir, cités de désespoir ". En combinaison avec cette conférence d'anniversaire, nous allons organiser la Rencontre annuelle des Directeurs d'Instituts, sous l'aimable égide de l'ISS. Une invitation officielle sera envoyée plus tard.

*Susanne von Itter*

Susanne von Itter

E-mail: itter@eadi.org

12e Conférence Générale de l'EADI,  
24 - 28 June 2008, Geneva

# Gouvernance mondiale pour un développement durable :

## La nécessité de cohérence politique et de nouveaux partenariats

L'inscription sur le mur n'est pas près de disparaître : l'humanité minera les fondements de sa propre civilisation si nous, citoyens du monde, ne changeons pas le cours de notre développement. Les limites de la croissance que le Club of Rome prédisait dans les années soixante-dix (Halte à la croissance) sont devenues une évidence. La croissance de la population combinée à l'accroissement des niveaux de vie menacent de dépasser les capacités de notre planète tant en termes de consommation d'énergie et de ressources naturelles non-renouvelables qu'en termes de possibilités de résorber la pollution résultant des activités humaines. L'impact des émissions de dioxyde de carbone passées et présentes se fait sentir aujourd'hui à travers les dérèglements climatiques, la fonte des glaciers, la désertification et la montée du niveau de la mer. La récente mise à jour des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, février 2007) a confirmé que la majeure partie du réchauffement climatique était imputable aux activités humaines. Même le Président américain a reconnu, bien que tardivement, la nécessité d'agir en matière de changement climatique. Les Européens ont plus conscience qu'un pays, ou même un groupe de pays, ne peut répondre à cette menace tout seul. Ils soutiennent donc fortement le protocole de Tokyo et s'efforcent de convaincre les pays en développement - et les Etats-Unis - d'adhérer au processus. Si le changement climatique constitue la défaillance

ultime et fatidique du marché, l'action gouvernementale devient impérative et si l'intervention gouvernementale au niveau national ne suffit pas, une coopération internationale et une gouvernance mondiale efficace deviennent urgentes.

Les changements climatiques et autres catastrophes environnementales affectent tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Cependant, les pays et les couches de population les plus pauvres de par le monde seront les plus affectés car leur accès aux ressources permettant de se prémunir contre le réchauffement de la terre, l'augmentation du niveau de la mer, la désertification et la perte de biodiversité est plus limité. La perte de biodiversité et de sols fertiles affectera la production alimentaire et donc l'amélioration des standards nutritionnels et les conditions de vie des plus pauvres. Ces derniers auront donc besoin d'une aide accrue pour pouvoir affronter ces nouveaux risques étroitement liés entre eux.

Les populations des pays en développement ont bien sûr des soucis plus immédiats que le changement climatique : l'insécurité liée à l'extrême pauvreté, les maladies transmissibles, l'oppression politique, les guerres civiles et le terrorisme. Par le truchement des transports aériens modernes les maladies peuvent se propager au monde entier bien plus rapidement que les stocks de vaccins qui permettraient d'éviter une pandémie pourraient être constitués. Si l'aide au

*Les preuves scientifiques sont maintenant accablantes : le changement climatique constitue une menace grave qui exige une réponse mondiale de toute urgence afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et éviter leurs pires conséquences - éventuellement irréversibles - sur les écosystèmes, les sociétés et les économies. Avec de bonnes politiques, les coûts de l'action seront bien moins élevés que ceux des dommages ainsi évités. Pour renverser la tendance à l'élévation des températures il faut que les pays du monde entier optent pour une économie moins gourmande en carbone. Tout délai rendra le problème plus ardu et l'action plus onéreuse. La gestion efficace de cette transition pose de nombreux défis éthiques et économiques mais crée aussi des opportunités (...)*

*Nicholas Stern, "L'économie du changement climatique", 2006*

développement contribue à réduire la pauvreté et les risques de la vie quotidienne des populations des pays en développement, elle permettra à ces pays de mieux prendre conscience des risques futurs encourus par la planète et d'accepter de participer à la protection du patrimoine commun.

D'un autre côté, l'industrialisation rapide des géants que sont devenus la Chine et l'Inde,

mais aussi de pays comme l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et bien d'autres encore, contribue à l'accélération du changement climatique en raison de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone de leurs industries et du nombre croissant de leurs automobiles. Il est clair que ces nouveaux venus revendiquent le droit à s'industrialiser comme l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon l'ont fait au cours des siècles passés. Toutefois on ne peut nier que si tous les pays émergents atteignaient les niveaux de vie et adoptaient les modèles de consommation actuels des pays développés, les changements climatiques s'accéléraient et leurs effets destructeurs excéderaient la capacité d'ajustement des pays pauvres. Les pays émergents seront peut-être disposés à prendre le changement climatique en compte mais ils considèrent que les pays industrialisés doivent assumer la responsabilité première d'un problème qu'ils ont créé.

Les défis du développement durable sont donc multiples : comment persuader les pays les plus avancés d'accepter leur responsabilité en matière de protection des biens publics ? Est-ce qu'une négociation entre pays développés et pays émergents permettrait à ces derniers d'accroître leur niveau de vie sans pour autant compromettre le développement futur de l'ensemble du globe ? Comment les pays les plus pauvres peuvent-ils se prémunir contre l'impact des changements climatiques et l'épuisement des ressources naturelles ? Seule une gouvernance mondiale plus efficace peut permettre de relever ces multiples défis. Plus que jamais depuis la fondation du système des Nations Unies et des organisations affiliées au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les pays en développement ont des intérêts en jeu et doivent donc avoir leur mot à dire dans la gouvernance mondiale.

Le changement climatique n'est pas la seule menace pesant sur l'humanité qui doit être contenue par une action collective et coordonnée. Une guerre mondiale menée avec des armes de destruction massive pourrait conduire à l'auto-extinction de l'espèce humaine. La demande croissante d'énergie et d'autres ressources de la part des économies prospères du Nord et du Sud engendre une ruée vers les matières premières de régions telles que le Proche Orient, l'Asie Centrale et l'Amérique Latine. Depuis un certain temps les

pays riches en matières premières ont vu croître leurs exportations et jouissent d'un plus grand choix pour solliciter l'assistance ou toute autre faveur des grandes puissances. Mais à long terme, l'augmentation du prix des matières premières nécessaires à tout processus d'industrialisation pourrait empêcher ces pays de rattraper le monde développé et les confiner dans la recherche de revenus de rente, dépendants de la volatilité des marchés et du succès ou de l'échec des prospections de ressources supplémentaires sur leur territoire. Peu de pays en développement ont été capables d'investir les revenus de leurs matières premières dans le développement d'infrastructures, l'éducation et la diversification de leur tissu industriel dans le but de stimuler une croissance saine.

La ruée vers les matières premières rend les bienheureux qui possèdent de telles ressources riches et plus puissants, alors que les populations et les pays qui doivent importer des produits de base s'appauvrissent et deviennent plus vulnérables. Les asymétries croissantes de pouvoir et les inégalités de niveaux de vie à l'intérieur d'un même pays et entre les pays constituent un terrain fertile pour le développement de conflits et du terrorisme international. Les attaques terroristes de septembre 2001 sur New York et Washington ne sont que les symboles les plus spectaculaires de ces nouveaux défis sécuritaires. Les attaques terroristes ultérieures à Bali, Londres, Madrid et Bombay démontrent que la superpuissance n'est pas l'unique cible et que n'importe quel pays ou communauté du monde peut devenir victime du terrorisme international. Là encore, un pays ne peut affronter seul la menace terroriste et le problème des armes de destruction massive, même pas la seule superpuissance subsistante après l'effondrement du bloc soviétique.

Un système de gouvernance mondiale efficace est également nécessaire pour gérer la dimension économique de la mondialisation. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale le FMI et la Banque mondiale ont contribué à prévenir la récurrence de crises économiques telles que celle de 1929. Une fois indépendants de leurs anciennes puissances coloniales les pays en développement sont devenus membres des institutions de Bretton Woods et ont partagé la responsabilité de la gestion économique mondiale. Toutefois, la

*Le système multilatéral qui est chargé de concevoir et d'appliquer les politiques internationales n'est pas suffisamment performant. Ses politiques ne forment pas un tout cohérent et le système n'est pas assez démocratique, transparent et responsable. Ces règles et politiques sont le produit d'un système de gouvernance mondiale en grande partie voulu par les pays et acteurs puissants. Il existe un grave déficit démocratique au cœur de ce système. La plupart des pays en développement n'ont encore qu'une influence très limitée dans les négociations mondiales au cours desquelles les règles sont définies ainsi que sur les politiques des principales institutions financières et économiques. De même, les travailleurs et les pauvres n'ont pas ou peu voix au chapitre.*

*Les pays en développement ont d'autres handicaps lorsqu'il s'agit d'influer sur la gouvernance mondiale. Cette dernière englobe aujourd'hui un large éventail de questions dont beaucoup présentent une complexité technique croissante. Dès lors, il est extrêmement difficile pour la plupart des pays pauvres d'être présents lors des négociations, et encore plus d'être représentés à un niveau technique adéquat. En outre, la différenciation croissante parmi les pays en développement entrave encore l'action collective à l'échelon mondial qui permettrait de compenser la faiblesse individuelle de ces pays.*

*Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT) : "Une mondialisation juste", 2004*

répartition des droits de vote au sein de ces institutions étant fonction du montant de la cotisation des Etats membres, leur influence est restée limitée. Il serait nécessaire que les processus de prise de décision des institutions financières internationales (IFIs) tiennent mieux compte du nouveau poids économique des pays émergents. Les institutions de Bretton Woods ont été soutenues par le GATT - devenu l'OMC en 1995 - et huit cycles de négociations commerciales multilatérales. Dans le cadre du GATT et de l'OMC les pays en développement ont officiellement le même droit de vote que

les pays développés. Toutefois, jusque récemment, les pays de l'OCDE ont joué un rôle prépondérant dans ces négociations. Cet état de chose n'a pas été uniquement dû à leur meilleure organisation, au calibre de leurs négociateurs ou à leurs avantages en termes de concessions d'accès aux marchés, il a aussi résulté de l'indifférence manifestée par les pays en développement tant qu'ils suivaient des stratégies de substitution d'importations et qu'ils n'étaient pas prêts à négocier avec les pays développés la réciprocité de concessions. Les pays en développement qui avaient choisi une stratégie d'industrialisation par promotion des exportations bénéficièrent de l'ouverture relative des marchés américain et européens grâce au succès des négociations sous les auspices du GATT. Le miracle économique des pays de l'Asie du Sud-Est et les taux de croissance impressionnants atteints pas la Chine et l'Inde au cours des dernières décennies n'auraient pas été possibles sans l'accès aux marchés du monde développé. Néanmoins, il est urgent de revoir et d'améliorer la gestion économique mondiale.

Les critiques grandissantes envers les institutions financières internationales et l'OMC, y compris de la part de lauréats du prix Nobel d'économie, semblent justifiées au vu des déficiences de la vague actuelle de mondialisation économique et financière - croissance des inégalités intra- et internationales et ignorance des effets destructeurs d'une croissance économique sans entraves. Bien que de nombreuses opportunités aient été créées les bénéfiques ont été diversement distribués.

Le principe de développement durable, combinant la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources naturelles non-renouvelables avec la lutte contre la pauvreté et l'accès à des conditions de vie décentes dans les pays en développement, a été approuvé par tous les pays à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED) de Rio en 1992. Pourtant, la transposition de cet impératif au niveau des politiques économiques semble être une tâche ardue tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Si les pays riches n'ajustent pas leur consommation de masse aux capacités du "navire spatial Terre", comment pourraient-ils

demander aux pays en développement de refreiner leur désir de rattraper les pays riches et de se contenter de la vie frugale que les ressources restantes et la capacité d'absorption déclinante de l'atmosphère permettra ? Une réduction des inégalités sera-t-elle possible sans dommages environnementaux et sans l'épuisement des ressources non-renouvelables si les populations riches des pays développés mais aussi des pays en développement n'acceptent pas une redistribution de leurs richesses et revenus ? Est-ce que les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods sont prêtes à présenter clairement ces dilemmes et à coopérer en vue de trouver des solutions viables ?

Si ces questions sont à l'ordre du jour international, le mérite en revient à une recherche visionnaire et à la société civile internationale qui est devenue un acteur de la gouvernance mondiale à prendre au sérieux. Alors que les gouvernements occidentaux ont accepté, avec plus ou moins de réticence, le rôle de chien de garde que les ONG et la société civile jouent en faveur des problèmes négligés et des groupes défavorisés, dans des pays autoritaires de l'Est et du Sud le rôle de la société civile demeure précaire. La coopération internationale qui contribue au renforcement des capacités des organisations de la société civile dans les pays en développement et fait pression sur ces gouvernements pour qu'ils laissent une plus grande place aux acteurs civils est une activité importante sur la route de la démocratie et d'une gouvernance mondiale plus inclusive.

Parmi les acteurs non-gouvernementaux, les firmes multinationales ont considérablement accru leur capacité d'influence sur les processus de gouvernance mondiale. Mais les parties prenantes sont nombreuses (actionnaires,

*Un développement séparé de son contexte humain ou culturel est un développement sans âme. Le développement économique, pleinement réalisé, fait partie intégrante de la culture d'un peuple. (...) Même s'ils ne peuvent déterminer la culture d'un peuple, les gouvernements peuvent l'influencer, pour le meilleur ou pour le pire, et, ce faisant, infléchir le processus du développement.*

*Commission mondiale de la culture et du développement : "Notre diversité créatrice", 1995*

*L'humanité a la capacité de rendre le développement durable - de s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures. Le concept de développement durable implique des limites - non pas des limites absolues mais celles que la technologie et l'organisation sociale du moment imposent aux ressources environnementales et la capacité de la biosphère à absorber les effets des activités humaines. Toutefois une bonne gestion du progrès technique et de l'organisation sociale peut conduire à une nouvelle ère de croissance économique.*

*La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Gro Harlem Brundtland) : "Notre avenir à tous", 1987*

salariés, syndicats, consommateurs, communautés) et la créativité des entreprises privées en matière de technologies nouvelles et de solutions novatrices en faveur du développement durable doit être prise en compte. Les entreprises exposées à l'examen d'un public concerné par l'environnement et le social prennent ces défis au sérieux et peuvent tirer avantage de leur responsabilité sociale et environnementale.

La recherche de formes de gouvernance mondiale plus efficaces et plus participatives ne doit pas sous-estimer le rôle de la culture et de la religion. Avec l'expansion du fondamentalisme islamique et du terrorisme, le discours international sur la culture et le développement est devenu obsédé par le "clash des civilisations" et les remèdes pour le transformer en un dialogue pacifique et constructif visant à l'établissement d'une éthique universelle du développement durable. Au vu des performances de croissance extrêmement diverses observées en Asie, Afrique et Amérique latine on ne peut nier que la culture joue un rôle important en matière de développement et de gouvernance. Comment identifier et mobiliser les éléments positifs de chaque culture et civilisation dans l'optique d'une coopération internationale pacifique et d'une gouvernance mondiale ?

Le développement durable commence chez soi. Chaque citoyen, chaque organisation, chaque entreprise doit contribuer au bien commun. Les gouvernements doivent

## Appel à communication

Les chercheurs spécialisés dans les domaines du développement sont invités à présenter leurs articles pour la 12e Conférence Générale de l'EADI. Les articles doivent concerner les thèmes qui seront abordés lors des sessions des groupes de travail de la conférence. Les informations détaillées relatives aux différentes sessions des groupes de travail seront disponibles sur le site internet de la Conférence [www.eadi.org/gc2008](http://www.eadi.org/gc2008). Veuillez consulter ce site internet pour connaître les thèmes et vous inscrire pour soumettre votre article. L'appel à communication sera ouvert à partir de mi-août.

### Le Site internet de la Conférence

Nous vous maintiendrons informés sur le site web de la Conférence à l'adresse suivante : [www.eadi.org/gc2008](http://www.eadi.org/gc2008). Ce site vous fournira des informations régulièrement mises à jour sur les préparatifs de la Conférence, les thèmes, les différentes sessions, les intervenants, les articles, les modalités d'inscription et autres informations pratiques.

### Partenaires

La Conférence sera accueillie par l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED).

### Calendrier

Envoi des extraits : 28 Novembre 2007, Envoi des articles : 1er Mars 2008, Conférence : 24-28 Juin 2008

### Evénements parallèles et antérieurs à la Conférence

Les membres et les partenaires qui seraient intéressés pour organiser des rencontres parallèles ou antérieures à la Conférence sont priés de nous contacter. La journée du 24 Juin sera consacrée à ces événements.

concevoir et mettre en place des politiques afin de prévenir les comportements irresponsables parmi les producteurs et les consommateurs. La gouvernance au niveau de chaque état-nation fait partie intégrale de la gouvernance mondiale, et l'aide au développement qui a pour but d'améliorer les capacités de gestion des pays en développement contribue au bon fonctionnement du système mondial. Dans l'arène internationale il faut également éviter que des pays fassent cavaliers seuls. Les politiques des pays développés qui affectent les autres pays doivent donc être examinées et leur impact sur les pays en développement évalué. L'impératif de cohérence entre les politiques économiques qui ont des répercussions internationales et les objectifs de développement durable est inscrit dans le traité de la Communauté européenne depuis 1993 ainsi que dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés par les pays membres des Nations Unies en 2000.

Gouvernance mondiale pour un développement durable : La nécessité de cohérence politique et de nouveaux partenariats sera le thème de la 12ème Conférence générale de l'EADI qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 24 au 28 juin 2008. Que peut apporter la recherche en matière de

développement à ce thème ? Une première réponse succincte est qu'elle fournit les outils intellectuels permettant d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement. Une diminution de la pauvreté réduit la pression sur les ressources naturelles locales et lorsque les niveaux de vie s'accroissent les gens deviennent plus conscients de leur connexion avec l'environnement régional et mondial. Cependant l'augmentation des niveaux de vie va de pair avec un accroissement de la demande de nouvelles ressources plus éloignées (comme par exemple l'essence ou le gaz au lieu du bois). La recherche en matière de développement et l'assistance concernant les projets, les programmes ou les politiques de développement doivent toujours être évaluées en fonction de leur contribution au développement durable. De plus, la recherche en matière de développement doit toujours adopter une perspective à long-terme pour inclure l'impact du développement économique et social sur l'écosystème mondial et, vice-versa, l'impact des changements des écosystèmes sur le développement économique et social. Une recherche responsable doit donner à l'aide au développement des outils lui permettant d'évaluer son impact sur le développement durable des pays

bénéficiaires ainsi que sur l'ensemble de l'humanité. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'à la Conférence de Monterrey en 2002 les pays donateurs se sont engagés à accroître fortement leur aide officielle au développement (AOD).

La 12ème Conférence générale de l'EADI, qui se tiendra à Genève en 2008, offrira aux chercheurs européens et à leurs collègues des régions en développement (ICDDA) l'opportunité de présenter leurs perceptions des défis mondiaux, d'en débattre et d'explorer les politiques et les modèles de gouvernance susceptibles de répondre à ces défis au niveau local, régional, national et mondial. Genève est un lieu privilégié pour accueillir une conférence sur la gouvernance mondiale pour un développement durable car c'est le siège d'un grand nombre d'organisations internationales, gouvernementales et de la société civile et d'une communauté académique à vocation internationale. Grâce à cette situation privilégiée, la Conférence de l'EADI offrira l'occasion de renforcer le dialogue et la coopération entre le monde de la recherche et les organisations internationales de Genève impliquées dans l'aide au développement et la gouvernance mondiale.

EADI / UniPID Symposium on 19 April 2007, Helsinki

## Accès au savoir du développement - perspectives de partenariat

Chris Addison

Ce symposium essaye de couvrir un large éventail de thèmes concernant l'accès au savoir sur les questions du développement, en étant à l'écoute des perspectives des secteurs suivants : politique, éducation, culture, réseaux et gestion de l'information. De nombreux exemples d'activités de partenariat qui permettent un tel accès ont été présentés, mais les expériences faites sont loin d'être toutes positives. Jean-Luc Maurer, le Président de l'EADI a ouvert la rencontre en présentant aux participants les préoccupations principales de l'EADI depuis sa fondation. Il s'agit en effet du besoin de s'intéresser à la nature pluridisciplinaire du développement en rendant possible l'échange d'information, et en soutenant la mise en réseau d'expériences gagnées non seulement en Europe, mais aussi au niveau international, et ce plus particulièrement avec les organisations du Sud. Allam Ahmed (SPRU, RU) a donné un discours d'ouverture passionné, se basant sur le thème de la fracture du savoir et démontrant le besoin crucial d'un nouveau partenariat pour combler ce fossé. Il a en particulier abordé la question que beaucoup de périodiques tels que African Affairs ont une représentation limitée de journalistes africains dans leur équipe de rédaction.

Les présentations ont couvert deux domaines : " Education et culture " et " Gestion de l'information ". Bertha Koda, de l'institut des études du développement de Dar es-Salaam en Tanzanie a présenté l'expérience de son pays dans l'éducation au développement durable. Elle a montré la valeur de l'éducation au développement durable et a insisté sur le manque de reconnaissance de ce concept comme un instrument de changement. Le lien qui existe dans ce domaine entre les droits humains et l'éducation a aussi été mis en lumière. Le thème des droits a été débattu l'après-midi par Hannele Koivunen (Ministère finlandais de l'Education) du projet 'Fair

Culture' qui a abordé le thème du droit à l'information comme un droit éthique dans le monde. Le projet FC met l'accent sur le droit universel de participer à la culture, et tout particulièrement le droit à la créativité. Le message très clair est que la culture n'engendre pas seulement des avantages économiques, mais a aussi des retombées sur le secteur social, sur la qualité de vie et sur la santé. La valeur de la culture et l'accès qui en découle à la culture enregistrée et archivée, a été un thème présenté par Philip Donner ; il a donné une présentation très vivante qui comprenait des bandes audio et vidéo tirées de son travail sur la conservation de la culture. Il a exprimé ses inquiétudes que l'accès futur à cette archive d'information culturelle ne profite pas de réel soutien et il a appelé à agir pour conserver l'héritage culturel que son équipe avait rassemblé. Il a sensibilisé les participants aux possibilités disponibles actuellement grâce aux nouvelles technologies pour disposer et diffuser des matériels et des données audio et vidéo. Les chances des nouvelles technologies et en particulier l' "accès ouvert" (AO) aux publications à travers Internet a été un thème couvert dans le second groupe de documents publiés au symposium. Jennifer de Beer, de l'Oxford Internet Institute au RU a présenté un aperçu de l'accès ouvert en Afrique et en a expliqué les deux aspects principaux : permettre à l'utilisateur un accès international gratuit aux matériels publiés ; et aussi permettre aux documents publiés en Afrique d'être disponibles sur le pool mondial grâce à la création de périodiques ou revues ouverts. L'élément clé du document est le besoin de discuter le thème de bande à haut débit, et de non pas se contenter d'accords avec les maisons d'édition. Cette question de bande large a aussi été soulignée par Carol Priestley de l'organisme britannique NIDA qui a montré comment le débit ou la largeur des bandes étaient souvent

limités par des virus et par une utilisation abusive de connexions à Internet. Elle a démontré qu'avec quelques mesures de gestion simples on pourrait en améliorer le débit, sans devoir apporter des changements techniques aux connexions. Le document couvre un éventail d'activités variées dans le domaine de l'accès ouvert ; à savoir la publication de périodiques et revues libres d'accès en ligne et les accords d'accès ouverts à des périodiques et archives ouvertes. Le besoin de travailler en partenariat plutôt que de simplement faciliter l'accès aux matériels de partenaires du Nord est mis en évidence tout au cours du document. La conclusion finale du texte est qu'il est nécessaire d'obtenir une reconnaissance au niveau politique du potentiel de la révolution du savoir. Le défi d'assurer l'archivage et l'accès aux résultats de recherches a été présenté par Rüdiger Klein à partir de son expérience en tant que coordinateur du programme EUROCORES à la Fondation européenne de la science, située en France. Il a insisté sur l'importance du travail en réseau et en partenariat lorsqu'on échange et collectionne des résultats de recherche, et il a fait ressortir l'obligation pour les chercheurs de voir leurs résultats pris en considération et partagés par d'autres. Il a mis en relief le besoin d'échanges multidisciplinaires, qui était un des éléments présentés à l'ouverture du symposium. Certains des thèmes soulevés ont continué à être discutés dans le NordDoc et aux réunions de l'EADI qui se sont tenues le lendemain ; on espère que ceci va déboucher sur un dossier web de l'EADI consacré à l'accès ouvert (AO).

Chris Addison

EADI Information Management Working Group  
Communiq.org

E-mail: [chris@communiq.org](mailto:chris@communiq.org)

# De nouveaux partenariats pour surmonter le gouffre du savoir

Allam Ahmed

Pourquoi a-t-il fallu si longtemps aux partenaires des pays développés (40-50 ans) pour comprendre le défi si élémentaire du manque de littérature et d'accès aux informations dans la plupart des institutions d'enseignement des pays en développement (PD)?

C'est sur cette question que s'est concentré le débat du dernier symposium UniPID-EADI organisé à Helsinki, Finlande, le 19 avril 2007. En gardant cette question à l'esprit, l'article qui suit donne un aperçu des principales questions qui encadrent l'actuel état de 'famine d'information' dans les PD et aide à mieux comprendre le rôle que les Technologies d'information et de communication (TIC) (notamment le libre accès) peuvent jouer pour surmonter le fossé qui sépare ceux qui ont accès au savoir et ceux qui ne l'ont pas, et aussi pour aider à mobiliser l'engagement mondial nécessaire pour aider les PD, en particulier l'Afrique.

## Comprendre le problème

Les études de développement vont de plus en plus faire partie du problème, si nous ne comprenons pas clairement les diverses dimensions et forces de la mondialisation dans notre environnement actuel. Le gouffre entre les niveaux de sciences et de technologies (S&T)

des pays développés et celui des PD risque de s'élargir encore avec la diffusion rapide de l'Internet en Occident et la rapide transition vers la publication électronique, ce qui peut entraîner l'augmentation de la fuite des cerveaux et de la dépendance d'une nouvelle forme d'aide étrangère (impérialisme du savoir). D'après un récent rapport du gouvernement britannique (2004) intitulé "Scientific Publications: Free for all?" ("les publications scientifiques sont-elles gratuites pour tous?"), le mouvement vers un environnement purement numérique aurait pour conséquence de réduire l'accès à la recherche scientifique et d'exclure 50% des scientifiques. Les preuves abondent dans le sens d'une disparité entre la production scientifique des PD et celle des pays développés, plus de 60 % de l'ensemble de la production mondiale en rapport avec les S&T étant produits par seulement 11 pays industrialisés.

Les nombreuses revues périodiques internationales publiées dans les pays développés font partie du problème. Au début de cette année, l'une des plus importantes revues internationales dans le domaine des S&T, Research Policy, a annoncé qu'après 35 ans d'existence, elle allait augmenter le nombre de ses éditeurs conseillers originaires d'autres régions que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Le profil bas des scientifiques des PD est aussi dû au manque d'accès aux publications scientifiques des pays développés, aggravé par l'institution des droits d'auteur (copyright). En outre, un volume croissant de littérature dans les PD est plus fragmenté et souvent restreint aux applications sectorielles ou aux intérêts spécifiques d'un certain pays. Il est donc difficile pour les décideurs des PD d'avoir accès à des informations systématiques sur les applications potentielles qui sont élaborées et mises en œuvre. De même, nous devons prendre en compte que certains PD tels que l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont devenus des centres régionaux d'innovation et de développement technologique.

## Comprendre le concept

Nombreux sont les problèmes scientifiques que l'on ne peut examiner qu'en travaillant avec les PD et sur le terrain, par exemple la lutte contre le réchauffement climatique, les maladies telles que le paludisme, la protection des ressources naturelles, la lutte contre la dégradation des sols ou l'endiguement de la perte de biodiversité. Bien que 93 % du fléau mondial de mortalité évitable survienne dans les PD, trop peu de moyens financiers sont dédiés à la recherche sur les problèmes de santé dans les PD, ce qui crée un écart de financement dangereux. Les PD sont considérés comme des "points chauds" des questions de recherche mondiale liées au développement durable SD, pour lesquelles la 'durabilité' est considérée comme étant constituée de systèmes socialement durables ajoutés à des aspects économiques et environnementaux.

Augmenter les capacités au sein même des PD est nécessaire afin de faire obstacle à la diffusion mondiale des agents infectieux. Outre les questions techniques, la mise en œuvre réussie d'une nouvelle technologie dépend du soutien économique, de la coopération politique, d'une infrastructure fonctionnelle, d'une bonne communication et d'une bonne compréhension des questions socioculturelles et environnementales.

## Initiatives d'accès libre (AL)

L'espoir de voir l'Internet faciliter la diffusion des informations scientifiques ne semble pas réalisable, en raison des frais d'abonnement dissuasifs des sources de qualité et à l'inégalité croissante dans l'accès à et l'utilisation de l'Internet et d'autres ressources de TIC. Néanmoins, ces dernières années, les scientifiques se sont mobilisés de plus en plus pour demander que les publications scientifiques soient libérées du contrôle des éditeurs commerciaux.

Les missions des différentes initiatives d'AL incluent notamment la revendication d'exclure les publications scientifiques de la protection



par copyright et que les contributions écrites scientifiques soient mises gratuitement à la disposition des scientifiques et d'autres utilisateurs. L'AL a pour objectif de fournir un accès en ligne gratuit à toutes les revues périodiques et d'augmenter le nombre de lecteurs qu'une publication pourra atteindre, ce qui encouragerait la création de savoir.

Le nombre de débats constructifs à ce sujet augmentera sans aucun doute au fur et à mesure que la communication deviendra moins onéreuse, plus facile et plus rapide par l'Internet.

Il faudra examiner avec attention plusieurs conséquences stratégiques et politiques de l'effort de comblement du fossé du savoir et de la mise en place d'AL dans les PD, notamment les engagements des gouvernements et le financement ; les actions locales institutionnelles et individuelles ; l'adoption du paradigme de l'AL ; enfin, le développement et la formation.

Il y a un long chemin à faire, mais les bénéfices potentiels des TIC et de l'AL en particulier nous attendent à la fin du voyage. L'adoption du paradigme de l'AL doit être encouragé dans les PD comme étant le vrai premier pas vers la durabilité.

### Une nouvelle approche de partenariat

Les partenariats de savoir entre le monde développé et le monde en développement pourraient contribuer à une création et une diffusion rapides du savoir, en même temps que des avancées technologiques rapides qui auraient des conséquences pour tous les aspects de la vie dans tous les pays. Mais de tels partenariats sont souvent plus symboliques que réels en termes de partage des priorités, des responsabilités et de la gestion, et ils ont aussi souvent des conséquences inégales dans les PD pour ce qui est de la croissance économique et du progrès social. Il peut donc être trompeur de considérer la création de savoir comme provenant surtout d'Europe et d'autres pays développés, lorsque la publication est utilisée comme l'indicateur principal.

De nombreux scientifiques avancent que l'origine endogène est beaucoup plus importante pour le succès de l'innovation dans le monde en développement que le transfert et l'adaptation de technologies développées autre part. Ils rappellent que la caractéristique dominante de la coopération entre l'Europe et les PD, qui insiste sur le transfert de ressources, ne reconnaît pas le savoir, les capacités d'innovation et le précieux capital socioculturel dont disposent les partenaires

dans le monde en développement.

Il est clair que certains PD disposent d'un trésor de savoir traditionnel tandis que d'autres se débrouillent très bien, y compris dans les domaines les plus technologiquement avancés. Ces deux types de savoir revendiquent aujourd'hui leur appartenance, en tant que partenaires à part égale, au processus de création de nouveau savoir. Il est tout aussi évident que le savoir créé dans le monde développé peut être mal adapté aux besoins urgents de production de nourriture, de santé, d'eau potable et d'éducation du monde en développement. Dans nos efforts en faveur d'un développement plus durable, nous ne devons pas perdre de vue l'ensemble du tableau et le fait que nous devons penser et agir tant mondialement que localement.

Enfin, la nouvelle approche de partenariat proposée doit chercher à faire évoluer les comportements des individus et des institutions. Il faut pour cela reconnaître toutes les dimensions des tendances mondiales concernant la société d'information et les télécommunications et les prendre en compte.

Allam Ahmed, University of Sussex  
E-mail: allam.ahmed@sussex.ac.uk

## Accès à et diffusion de résultats de recherche dans les pays en développement et les économies émergentes

Carol Priestley

La diffusion de la recherche sur le développement dans les années 1990 et au début du 21<sup>e</sup> siècle était dominée par la perspective des partenaires du 'Nord'. Or, le concept de partenariat doit proposer des chances équivalentes aux chercheurs du 'Nord' et du 'Sud' pour la production et l'utilisation du savoir.

Au cours des cinq dernières années, de nombreux programmes et activités ont été mis en place afin de réduire le fossé du savoir. Parmi les premiers exemples, il faut souligner des portails tels que id21 ([www.id21.org](http://www.id21.org)), qui

communiquent la recherche internationale sur le développement en provenance du Royaume-Uni aux décideurs politiques et praticiens du monde entier, et ELDIS ([www.eldis.org](http://www.eldis.org)), qui constitue aujourd'hui l'un des accès les plus complets à l'information sur les questions de développement, proposant un accès libre et simple à un large éventail de ressources en ligne de grande qualité. Plus récemment, une cinquantaine de pays en développement ont créé leurs propres portails (cf. [www.developmentgateway.org/cg/](http://www.developmentgateway.org/cg/)

[country-gateways/cgn.do](http://www.country-gateways/cgn.do)). Ces portails se concentrent sur le développement local et national, mais un nombre croissant d'entre eux propose également des services techniques (en ligne ou non) pour le gouvernement électronique, le soutien aux PME, l'apprentissage en ligne, la santé en ligne, la construction de communautés en ligne, et d'autres encore. Le réseau mondial RDM (Global Development Network) ([www.gdnet.org](http://www.gdnet.org) et [www.rdm.org](http://www.rdm.org)) donne également la priorité à la recherche nationale et souhaite générer et

partager des résultats de recherche, des données et des expériences d'une région à l'autre, proposant des services de transmission de documents et un portail d'accès libre aux revues scientifiques.

Au début des années 2000, une vague de programmes internationaux est également apparue qui se destinaient à la diffusion de résultats de recherche en version intégrale, soit gratuitement, soit négociés à des prix abordables pour chaque pays. En voici quelques exemples : AGORA, établi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ([www.aginternetwork.org](http://www.aginternetwork.org)), HINARI de l'Organisation mondiale pour la santé ([www.who.int/hinari](http://www.who.int/hinari)) et OARE, coordonné par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ([www.oaresciences.org](http://www.oaresciences.org)). Ces programmes se concentrent sur la mise à disposition des meilleures informations internationales dans leurs domaines respectifs. Deux autres initiatives poursuivent une approche plus globale : eIFL-Net (informations électroniques pour bibliothèques) (<http://www.eifl.net>) propose de négocier des abonnements abordables sur la base d'un consortium de plusieurs pays, soutient les consortiums nationaux de bibliothèques et entretient un réseau mondial de partage d'information dans des domaines tels que la publication, les droits de propriété intellectuelle ou les logiciels en libre accès destinés aux bibliothèques ; PERI (programme d'amélioration des informations scientifiques) ([www.inasp.org/per](http://www.inasp.org/per)) diffuse des informations, soutient les publications scientifiques nationa-

les, vient en aide à la coopération entre pays et transmet des connaissances en matière de techniques d'information et de communication (TIC).

L'accès libre (AL) et les initiatives d'archives ouvertes (IAO) ont apporté une contribution importante à ce domaine. Comme le note Alma Swan, "l'accès libre est essentiel pour un progrès optimal de la recherche" (1). En résumé, elle explique que l'accès libre améliore la visibilité des résultats de recherche et donc leur utilisation ; il accélère le cycle de recherche ; il permet aux techniques informatiques d'atteindre deux objectifs : d'une part créer un seul espace de recherche d'où obtenir de nouvelles informations, de l'autre suivre, surveiller et mesurer les habitudes de citation et autres ; et enfin, elle apporte une contribution essentielle à la promotion de la recherche interdisciplinaire/multidisciplinaire.

Le Programme de recherche du bassin du Nil (NBRP) (2) (<http://nile.uib.no>) illustre comment un dépôt peut servir de mémoire au savoir. NBRP inclut dix pays autour du Nil et entreprend des recherches en politique, histoire, climatologie, santé et technologie. Les participants ont choisi de partager l'accès à leurs informations avec la communauté des chercheurs.

Enfin, mon dernier exemple sera AuthorAid. L'objectif est ici de relier les auteurs venant du monde en développement et effectuant des travaux prometteurs avec des mentors scientifiques / éditeurs partout dans le monde, au cas par cas. Une proposition a été lancée pour un projet pilote sur cinq ans. Ce projet pilote concernera l'International Foundation for Science (IFS), la Tropical Disease Resource (TDR) et l'International Network for the Availability of Scientific Publications (INASP).

Bien que l'accès à et la diffusion de la recherche sur le développement aient fait de gros progrès, certains défis restent ou sont apparus en cours de route. La volonté politique de donner la priorité à l'information et au savoir reste insuffisante. En outre, l'infrastructure des TIC requiert un nombre

croissant d'ordinateurs et une largeur de bande plus importante et mieux gérée. L'accès doit être égalitaire et garanti en termes de technologie et de contenu. Concernant l'utilisation des ressources, il faut disposer de connaissances en matière de sélection, d'évaluation, d'utilisation et de gestion de l'information. Le contenu local, notamment, doit devenir plus visible et atteindre davantage de lecteurs, et l'accès à la recherche sur le développement doit se traduire par une utilisation dans la politique et la pratique.

Un certain nombre de stratégies et d'instruments existent qui peuvent permettre de répondre à ces questions.

Le Pakistan est un cas exemplaire illustrant les changements qu'il est possible de réaliser en très peu de temps à condition d'avoir la volonté et le soutien politiques nécessaires. Le professeur Atta-ur-Rahman, président de la Commission pour l'enseignement supérieur du Pakistan, a réussi à obtenir une augmentation considérable de ses fonds destinés à la recherche. Ceci lui a permis de créer des initiatives qui encouragent les chercheurs partis à l'étranger à rentrer au Pakistan ou à y séjourner pour des semestres de recherche, et aussi d'augmenter les salaires des chercheurs sur place - sur la base de leur mérite. Il a également lancé la Bibliothèque numérique du Pakistan appelée "Knowledge at your finger tips" (le savoir à portée de main, cf. [www.digitallibrary.edu.pk](http://www.digitallibrary.edu.pk)) et le dépôt de recherche du Pakistan ([www.eprints.hec.gov.pk](http://www.eprints.hec.gov.pk)).

Les deux dernières années ont vu un certain nombre d'initiatives dans le domaine de l'augmentation de la largeur des bandes - certaines cherchant à acquérir davantage de largeur de bande à un prix plus faible, par exemple Pan African Research Networking (PAREN) et bien d'autres que l'on retrouve sur la liste AUBC-L, d'autres initiatives concernant la gestion et l'optimisation des largeurs de bande (GOB).

La largeur de bande est comparable à un tuyau transportant des matériaux. Sa capacité et ses ressources sont limitées.

Sans gestion adaptée, le tuyau va vite se remplir de "mauvais" matériaux (logiciels espions, virus, peer-to-peer), ne laissant plus de place aux "bons" matériaux (Internet, courriel, etc). Obtenir davantage de largeur de bande est contreproductif sans stratégies



appropriées de GOB.

Une gestion efficace des bandes (3) se compose de trois éléments : politique, surveillance et instruments. L'efficacité de chaque élément dépend des autres. Décider d'une politique définit l'utilisation de la connexion ainsi que des standards qui régiront la gestion de la largeur de bande ; la surveillance est nécessaire pour diagnostiquer des problèmes et décider des instruments techniques qu'il faudra, elle mesure également l'efficacité des politiques et des instruments; enfin, utiliser des instruments techniques (par ex. un pare-feu) sans politique et sans surveillance n'apportera guère de bénéfices à long terme. L'exemple de l'INSTI au Ghana démontre l'efficacité de la GOB. INSTI est un institut de recherche agricole. Leur connexion Internet était devenue lente et presque inutilisable, la largeur de bande était prise d'assaut par des virus et autres éléments nocifs. En coopération avec l'administrateur du réseau INSTI, Aptivate a réussi à identifier les éléments

nocifs et mis en place les instruments techniques nécessaires pour les bloquer et gérer la largeur de bande. La largeur de bande dont disposait INSTI a été libérée pour les bonnes communications, sa performance s'est multipliée par 15.

Le International Institute for Communication & Development (IICD) a préparé un rapport et des études de cas présentant des initiatives innovantes utilisant des TIC (4). Leurs conclusions sont toujours valables aujourd'hui. Elles confirment qu'il existe beaucoup de contenu de recherche au niveau local mais qu'une infime partie a été numérisée localement.

Que faut-il faire maintenant ? Il est extrêmement important d'augmenter la volonté politique et institutionnelle de soutien à l'accès libre aux informations sur le développement. Les opportunités de production, d'accès et de diffusion entre les institutions et au sein des pays doivent être renforcées, tout comme les connaissances et

les services permettant d'accéder, de naviguer, d'évaluer, de sélectionner et d'utiliser les données et les informations. Le contenu local doit augmenter et il faut promouvoir une approche globale du contexte d'information. Il est indispensable de mieux intégrer la recherche sur le développement dans la politique et la pratique.

(1) A. Sawm, "Open access and the Progress of Science" contient des données complémentaires, dans : *The American Scientist*, Mai/ Juin 2007

(2) R. Nilsen, "Making Knowledge Available", <http://dsug2006.uib.no/archive/nilsen.ppt>

(3) Aptivate : [www.apivate.org](http://www.apivate.org)

(4) Ballantyne, P., 2002. *Collecting and Propagating Local Development Content: Synthesis and conclusions*. La Haye : IICD. [www.ftpicd.org/files/research/reports/report7.pdf](http://www.ftpicd.org/files/research/reports/report7.pdf)

Carol Priestley est Directrice du Network for Information & Digital Access (NIDA)  
Internet : <http://www.nida-net.org/>

## Au-delà de la 1ère génération d'accès libre pour l'Afrique

Jennifer A. De Beer

La communication scientifique en libre accès se définit par un accès aux travaux de recherche et aux données offert gratuitement et sans entraves à l'utilisateur final. Dans ce type de modèle d'accès, les utilisateurs et les lecteurs de travaux de recherche ne paient pas pour accéder aux ressources. La définition initiale et stricte du libre accès, telle que l'utilisaient il y a une dizaine d'années les praticiens et chercheurs dans le domaine des sciences des bibliothèques et de l'information, concernait uniquement la diffusion de versions numériques des travaux scientifiques traditionnels, c'est-à-dire de travaux de recherche en cours ou finalisés. Cependant, les définitions du libre accès ont évolué et l'on observe ces derniers temps qu'elles incluent la diffusion des données de recherche, dans un contexte d'augmentation des largeurs de bandes et du développement du transfert de données haut débit.

La communication scientifique en libre accès s'exprime par deux voies : les revues scientifiques en libre accès, et les dépôts institutionnels. Très généralement, les revues scientifiques en libre accès utilisent des modèles commerciaux qui ne demandent pas à l'utilisateur de payer pour accéder aux versions longues des articles revus par des pairs. Les dépôts institutionnels sont des serveurs d'ordinateurs disposant de logiciels spéciaux permettant de stocker les travaux (contributions et/ou données) des chercheurs travaillant auprès d'une institution scientifique, que ce soit un centre de recherches ou une université. Cette dernière méthode, que l'on appelle aussi auto-archivage institutionnel, est généralement considérée comme ne constituant pas une forme de publication. C'est plutôt une manière de diffuser la recherche. Il faut rappeler ce fait, car les débats entourant l'accès libre ont tendance à mélanger l'auto-

archivage et la publication des travaux de recherche.

J'ai choisi d'évoquer l'accès libre en terme de générations (en l'occurrence, la 1ère et la 2ème génération) pour différencier et décrire la majorité des initiatives d'accès au contenu lancées à ce jour dans le domaine des pays en développement et plus particulièrement en Afrique. Revenons aux deux méthodes de libre accès présentées ci-dessus : les revues scientifiques en libre accès et les dépôts institutionnels. Dans la plupart des pays en développement, les éditeurs choisissent de faciliter l'accès au contenu de leurs revues suivant le modèle traditionnel des revues à abonnement, en proposant des abonnements à tarif très réduit. Il s'agit là de ce que j'appelle les initiatives de 1ère génération. Au sens strict, elles ne correspondent à aucune définition d'accès libre et cependant elles forment la majorité des initiatives d'accès aux revues

scientifiques lancées à ce jour sur le continent africain. Le critère de participation à ces mesures, qui se base sur le PIB par habitant, exclut certains pays considérés comme relativement trop développés. Ceci suggère que ce modèle de 1ère génération, bien qu'il soit loué de toutes parts et certainement non négligeable, devrait être considéré simplement comme une mesure transitoire, et ne devrait pas devenir le modèle d'accès libre par défaut à l'intention des pays en développement. Nous devrions plutôt tâcher de placer les textes en ligne en version longue et de les rendre accessibles à travers les dépôts institutionnels. C'est ce que j'appellerai les initiatives de 2ème génération, puisque pour l'instant elles n'ont pas été introduites à large échelle dans le monde en développement. Actuellement, à en croire le OpenDOAR directory of institutional repositories, six pour cent seulement des installations de dépôt institutionnels sont situées en Amérique du Sud (4%), Amérique centrale (1%) et Afrique (1%).

J'aimerais attirer l'attention sur deux déclarations parmi les nombreuses faites pour soutenir le libre accès : les initiatives de Budapest et de Berlin. L'initiative de Budapest pour le libre accès à la recherche (BOAI) est d'importance majeure - il s'agit de la première déclaration mondiale de ce type, proposant une définition claire et cohérente de l'accès

libre. La Déclaration de Berlin a été la première à inclure explicitement dans sa définition l'accès aux résultats de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales. Il faut insister sur ce fait, car avant Berlin il était entendu tacitement que le débat autour de l'accès libre concernait les sciences, à savoir les sciences naturelles. Ces premières déclarations ont également pour caractéristique de présupposer l'accès libre à l'Internet, alors que la BOAI admet que le manque d'accès à l'Internet dans le monde en développement serait un obstacle à la participation.

Ceci m'amène à une autre définition du terme d'accès libre que je souhaite utiliser ici. Il s'agit du libre accès aux infrastructures et services de communication. Historiquement, le terme d'accès libre est aussi courant dans le domaine des télécommunications. Il signifie ici que les responsables ouvrent leurs réseaux de telle manière que les nouveaux accédants commerciaux sur le marché des télécommunications puissent utiliser les infrastructures existantes ; les nouveaux accédants peuvent ainsi commencer à travailler tout en évitant le coût prohibitif de la création de leur propre réseau d'infrastructure. Bien que les deux utilisations du terme ne se recoupent pas au niveau de la définition, elles introduisent le concept du lien entre l'accès aux réseaux et l'accès au contenu. Plus à propos, on ne peut pas entamer un débat sur l'accès libre aux

contenus de la recherche pour l'Afrique sans considérer également, simultanément, un accès libre et abordable aux réseaux, et plus particulièrement à l'Internet, pour l'Afrique. La connectivité à l'Internet existe, mais elle est très chère. A titre d'exemple, la comparaison des prix de connectivité à une ligne E1 révèle qu'elle peut coûter 1 000 \$ aux Etats-Unis, 4 500 \$ au Ghana, 6 000 \$ au Kenya, et 25 000 \$ en Afrique du Sud. Un certain nombre d'initiatives pan-africaines se sont donc développées pour permettre de négocier des largeurs de bande moins

chères ; des initiatives telles que 'Ubuntunet' (à ne pas confondre avec la distribution de Linux par Ubuntu), la Southern African Regional Universities Association (SARUA), et le African Virtual University Bandwidth Consortium. Cependant, au même moment et malgré ces problèmes de prix, les pays africains ont commencé à mettre en place des Réseaux nationaux d'éducation et de recherche (NRENs), établissant et coordonnant les réseaux physiques (en fibres et/ou wi-fi) reliant les institutions d'enseignement supérieur et de recherche. Nous devons garder à l'esprit le fait que les pays africains sont connectés, et aussi que les scénarios de connexion diffèrent d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays. Nous devons aussi nous rappeler que certains pays peuvent être plus connectés à la toile que d'autres. Par exemple, il a été annoncé début avril 2007 que le Rwanda et le Kenya venaient de parvenir à un accord avec Google concernant la livraison à leurs gouvernements et institutions d'enseignement supérieur de logiciels Google Apps. Google Apps est une suite d'instruments en ligne (notamment courriel, calendriers communs, messagerie instantanée et traitement de texte) qui sont livrés à l'utilisateur final via le World Wide Web. Ce que j'aimerais souligner ici, c'est que là où une connectivité existe, il faut l'utiliser, comme c'est le cas dans le cadre de ces initiatives des gouvernements du Rwanda et du Kenya.

Si l'on considère alors le peu d'activité au niveau des initiatives d'accès libre de 2ème génération dans le monde en développement ; si l'on y ajoute les initiatives africaines cherchant à établir des réseaux de recherche et d'enseignement, et donc une connectivité, il semble réaliste de suggérer que les institutions membres de l'EADI pourraient parvenir à des accords bilatéraux avec les milieux de la recherche dans les pays en développement pour les aider à mettre en place des dépôts institutionnels sur place. En outre, l'EADI pourrait aussi, et ce serait la moindre des choses, exiger, recommander, ou encourager ses chercheurs associés à placer une version de leurs travaux en libre accès.

Jennifer De Beer, Oxford Internet Institute, Université d'Oxford.

E-mail: [jennifer.debeer@oii.ox.ac.uk](mailto:jennifer.debeer@oii.ox.ac.uk)



# Mobiliser la recherche européenne sur les politiques de développement

Thomas Lawo, EADI

"Initiative pour un rapport sur la politique européenne du développement" : tel était le titre d'un article de notre dernier numéro des Nouvelles de l'EADI (2-2006, p. 7). Suite à la présentation qu'elle a fait à la Rencontre des Directeurs d'Instituts à Brighton (novembre 2006), Françoise Moreau, Chef du secteur Recherche et d'Etudes prospectives au sein de la Direction générale Développement a expliqué plus en détail l'initiative de la Commission et de cinq Etats membres.

L'Atelier qui a été lancé pour 'mobiliser la

recherche européenne en matière de développement' s'est tenu à Bruxelles en mars 2007 (voir encadré ci-dessous). Cet Atelier a en fait marqué la phase suivante d'un processus lancé à la Conférence générale de l'EADI en 2005. Le Commissaire européen Louis Michel s'était en effet lui-même engagé à trouver les moyens de renforcer la contribution de la communauté européenne de recherche sur le développement dans la politique de développement de l'UE. Depuis lors, les discussions se sont cristallisées autour

de l'idée de produire un rapport de recherche purement européen comme un travail annuel d'évaluation des thèmes de la coopération ; ce travail servirait aussi de contrepois pour relativiser les autres rapports mondiaux vedette.

Les rapports sur le développement offrent une opportunité de réfléchir sur les thèmes futurs dans le domaine de la coopération au développement et d'analyser les politiques de développement en vigueur. Il y a ainsi par exemple l'Indicateur du développement humain (IDH) qui est publié chaque année par le PNUD ou bien le 'Rapport sur le Développement Mondial' de la Banque Mondiale. Ils offrent des moyens qui permettent une réflexion et une analyse critique des actions passées et des résultats des processus de prise de décision. De tels rapport devraient être entamés au niveau régional afin d'énoncer clairement les différentes perspectives de la coopération au développement dans différentes régions. Quelles sont par exemple les différences entre la recherche en développement dans le contexte d'institutions américaines ou européennes ? Quel est le dernier cri dans les types de discours de développement, dans quelle région ?

En offrant un point de vue réellement européen au débat mondial, une ébauche de production d'un premier 'Rapport sur la politique européenne de développement' (appelé le RPDE, ou European Development Report, EDR en anglais) (1) a récemment été soumis par un groupe ad hoc qui avait été mandaté par la Commission européenne / DG du Développement. Son objectif est de renforcer le lien entre la recherche et la politique en initialisant un dialogue. Ce dialogue devrait être établi entre les décideurs politiques dans la construction de réseaux de savoir grâce à la participation de chercheurs en identifiant les problèmes, en esquissant les priorités de recherche et en menant des analyses. Ceci signifie un pas important en

## Moments forts de la réunion des 20 et 21 mars 2007 à Bruxelles

Les 20 et 21 mars 2007, un vaste groupe venant de la communauté de recherche sur le développement et des décideurs politiques se sont réunis à Bruxelles pour avoir des consultations sur l'agenda de la recherche, ce qui peut entièrement contribuer à concevoir un document de base et envisager en détail les options futures de politique. L'EADI était représentée par Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI, Jean-Jacques Gabas, membre du Comité exécutif et Responsable du Groupe ad hoc sur la recherche et la politique de l'UE, Katarzyna Zukrowska de Pologne, Gianni Vaggi d'Italie, Helen O'Neill, ancienne Présidente de l'EADI et quelques collègues d'instituts membres de l'EADI.

Les participants ont généralement exprimé leur enthousiasme concernant l'idée d'un Rapport sur la politique européenne de développement (RPED ; EDR en anglais). Ils ont convenu que le RPED devrait aider à combler le fossé entre les chercheurs et les décideurs politiques ; il pourrait aussi permettre d'identifier quels sont les thèmes d'importance politique et quelle plus-value pourrait être apportée.

Les participants n'ont pas abouti à un consensus sur le thème proposé de l'inclusion globale sociale, bien que certaines de ses composantes aient été soutenues. Deux options majeures ont semblé se dégager : soit choisir un gros titre - l'idée-force qui nous accompagnerait au cours de la prochaine décennie - ou une série de thèmes qui ne seraient pas nécessairement intégrés dans le concept général. En résumé, c'est principalement la première option qui a semblé avoir le plus d'adeptes. Il y avait aussi un soutien très fort pour développer un index quantitatif. Les participants ont reconnu la valeur des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et aussi le fait que la pauvreté ne va pas être éradiquée seulement avec des progrès dans le domaine de la santé et de l'enseignement. De plus le paradigme de la pauvreté omet les thèmes de la croissance, de l'inégalité et des droits humains.

On n'est pas parvenu à un accord sur ce qui pourrait être considéré comme des politiques européennes couronnées de succès, mais les mécanismes de collaboration mis en place par l'UE et son modèle de recherche de consensus ont été reconnus comme de réels succès.

La capacité et le volonté de partager tant les expériences positives que les négatives ont été mises en exergue comme la meilleur valeur ajoutée de l'UE. Si des systèmes multipolaires se mettent en place, on a retiré du débat l'impression que la Chine elle seule ferait basculer la vision actuelle de répartition mondiale du pouvoir. Le régionalisme pourrait représenter un modèle alternatif pour beaucoup de petits pays, afin d'aboutir à un meilleur équilibre mondial.

Le rôle de la Chine dans le futur sur la scène mondiale n'a pas encore été totalement analysé, mais il soulève beaucoup de questions. Certains participants ont insisté sur sa capacité de croissance et de développement, sans aide au développement ; la majorité a exprimé des réserves concernant le fait que sa croissance va avoir des impacts sur les autres pays en développement, particulièrement en Afrique.

avant, pour offrir plus de visibilité et d'influence à l'Europe dans l'agenda et le projet politique international. Il est compréhensible qu'il y a encore ici des possibilités d'actions beaucoup plus étendues.

Au cœur de la réflexion sur le RPED on retrouve l'idée normative de bien-être mondial ou les concepts de 'société mondiale inclusive' fondée sur le 'multilatéralisme équitable' (2). Le RPDE souhaite d'abord développer un concept d'inclusion sociale mondiale ; deuxièmement, analyser les réactions des pays en développement ; et finalement examiner la position de l'Europe et identifier l'envergure de ce type de nouvelles approches. C'est pourquoi il envisage de développer une grappe de défis mondiaux ; cette grappe amène à plusieurs défis, en l'occurrence : les thèmes de développement et sécurité, les thèmes mondiaux dans lesquels une action commune est dans l'intérêt de chaque pays et les thèmes de concurrence où les intérêts des pays sont différents. Selon le Consensus européen de développement, l'UE devrait stimuler un débat

international sur le développement et faire la promotion d'exemples de meilleures méthodes (3). Concrètement, il faudra alors développer un réseau de centres de recherche sur le développement - l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (l'EADI), une institution déjà existante, a offert son savoir-faire pour remplir ce fossé.

L'EADI s'engage à encourager l'établissement de liens entre les chercheurs et elle fait la promotion, au niveau de l'Europe entière, de débats transnationaux, pluridisciplinaires et liés à la politique à suivre au sujet de toute la gamme des thèmes de la coopération au développement. En tant que réseau leader des instituts de développement, elle offre des échanges de 'courtier de savoir' et des services de recherche ainsi que des services de formation en matière de développement et des services de bourse de postes de travail et de financement. Elle fixe des standards de qualités pour la recherche sur le développement, elle encourage les liens avec les organisations internationales de recherche. Ainsi par exemple,

elle a développé un réseau sur le savoir et la gestion de l'information, en vue de rassembler et promouvoir les résultats de recherches conduites partout en Europe.

Le meilleur exemple de travail en réseau couronné de succès depuis 30 ans est la Conférence générale qui se tient tous les trois ans. La prochaine Conférence générale se tiendra en juin 2008 à Genève et elle va présenter les perceptions d'experts du développement européens et internationaux et de leurs collègues des pays en développement sur les défis mondiaux dramatiques ainsi que sur les possibles options de politique ou les modèles de gouvernance pour relever ces défis de développement durable. Ainsi, cette Conférence générale fournira une autre occasion de poursuivre les discussions sur les thèmes abordés dans cet article.

(1) Il pourrait être plus approprié de renommer ce produit 'Rapport sur la politique européenne de développement mondial' (l'auteur)

(2) Messner et al. 2007

(3) Conseil de l'Union européenne, 2005

## Suggestions pour le rapport sur la politique européenne du développement présentées à l'Atelier

Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI

1. Un thème de fond d'envergure générale qui constituerait la base ayant valeur d'éditorial conducteur pour plusieurs années et offrant une identité bien ciblée sur le EDR (Rapport sur la politique européenne de développement) pour le moyen terme. Outre les propositions originelles des équipes sur l' "inclusion globale", les deux autres idées suggérées étaient le "bien-être global" et la "dignité humaine pour tous" (1).

2. Une première série de thèmes plus précis pour les 3 à 5 années à venir qui devraient s'intégrer dans l'éditorial conducteur et correspondre aux thèmes dans lesquels l'UE possède un avantage comparatif (c) apporter une plus-value de savoir sur base des résultats

de recherches originales de la communauté de recherche européenne et sur base de l'expérience propre de l'UE (qu'elle soit bonne ou mauvaise). Une politique en accordance avec le EDR (ou plutôt, pour être plus précis et éviter toute mauvaise interprétation, un RED, ou Rapport Européen sur le Développement, ou même un REDI, un Rapport Européen sur le Développement International), qui s'adresserait en priorité à l'UE (et au-delà). Cette politique devrait adopter une approche multidisciplinaire et critique de chaque thème annuel, pour l'élaboration duquel la communauté de développement européenne serait étroitement associée dans une méthode fédérative et inclusive. L'EADI et d'autres réseaux de développement plus petits pourraient jouer

un rôle en mobilisant les efforts scientifiques nécessaires.

3. La nécessité d'associer les partenaires scientifiques du Sud dans chaque thème du EDR, par exemple via les associations régionales de développement membres de l'ICDDA.

4. Un leader charismatique de l'équipe qui jouirait d'une réelle autorité scientifique dans la communauté de recherche européenne, soutenu par une bonne équipe multidisciplinaire de collaborateurs.

(1) 9 novembre 2006 ; Maxwell, Messner, Moreau et Tubiana

# Groupes de travail

## Réunions

Les 20 et 21 septembre 2007, un atelier sur le thème 'Les Tigres asiatiques dans le monde: 10 ans après la crise' se tiendra à Vienne. Il sera organisé par la Fondation autrichienne pour la recherche en développement (OFSE) et le Groupe de travail intitulé " Transformation du système mondial - Etudes comparatives sur le développement ". La réunion annuelle du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information se tiendra du 26 au 28 septembre 2007 à l'Institut des sciences sociales (ISS) à La Haye aux Pays-Bas. Pour obtenir des informations détaillées consultez [www.eadi.org](http://www.eadi.org).

## Nouveaux Groupes

### Europe et Asie

Le nouveau Groupe de travail traite des défis de développement actuels et futurs en Europe et en Asie, et ce, en partant de trois observations : Premièrement, le triomphe post-Guerre Froide du modèle anglo-américain du capitalisme et de la mondialisation a rencontré des résistances ou bien a été mitigé dans de diverses façons tant en Asie (nouveau centre de pouvoir capitaliste) qu'en Europe (ancien centre de pouvoir capitaliste), et il n'a pas été perçu comme étant une recette adéquate pour favoriser un développement durable et réduire la pauvreté dans le monde entier.

Deuxièmement, au début du 21<sup>e</sup> siècle, on voit que la prédominance de transactions économiques et financières à travers le Pacifique et l'Atlantique est contrebalancée par l'augmentation des transactions au sein du continent Eurasiatique (en Asie et en Europe, ainsi qu'entre l'Europe et l'Asie). Ceci amène à l'émergence possible de nouvelles règles, normes et standards au sein des centres de pouvoir américains asiatiques et européens pour façonner l'avenir de la gouvernance mondiale.

Troisièmement, la montée rapide des économies de marché hybrides de l'Asie heurte une variété de régimes et systèmes

capitalistes de l'Europe continentale, qui eux-mêmes avaient choisi de diverger du modèle économique, et spécialement du modèle social de l'Amérique. C'est pourquoi il faut évaluer comment, et dans quelle mesure les régimes et systèmes de développement asiatiques et européens peuvent avoir des convergences, des divergences, ou être tempérés en transformant le paradigme du capitalisme.

La mission scientifique que s'est donc donnée le nouveau groupe est d'analyser les perspectives actuelles et futures des capitalismes européens et asiatiques au 21<sup>e</sup> siècle. Pour cela, on va se pencher tant sur les systèmes de développement de chaque région respective que sur leur interdépendance croissante, ainsi que sur les implications possibles d'orientations futures de gouvernance mondiale.

### Responsables :

Elisabetta Basile, Université La Sapienza (Rome)  
Rüdiger Frank, Institut de l'Asie Orientale, Université de Vienne, Autriche  
Howard Loewen, Institut des Affaires Asiatiques, Institut Allemand des Etudes Mondiales, Hambourg  
Philippe Régnier, Centre des Etudes de l'Asie, Institut Universitaire d' Etudes du Développement, Genève

### Migration Internationale

La crise de migration internationale de main d'œuvre provoque des appréhensions croissantes dans le public de plusieurs pays européens, et ce thème a été en tête de l'ordre du jour politique de l'UE. De plus, alors que les barrières officielles érigées contre le flux d'immigrants externes à l'UE sont toujours plus fortes, la demande de main d'œuvre étrangère reste forte dans les pays hôtes potentiels. Beaucoup de secteurs économiques dépendent de travailleurs étrangers pour pouvoir rester compétitifs dans un monde économiquement mondialisé. Dans ces circonstances, la pression de migration transnationale persiste. Elle dépend de la répartition internationale de flux des capitaux ; elle devient d'ailleurs elle-même une source de flux international de capital. Dans

les pays pauvres, des millions de ménages pauvres dépendent pour survivre des transferts de fonds venant des membres de la famille qui travaillent à l'étranger. D'ailleurs, dans beaucoup de pays pauvres, les fonds envoyés par leurs nationaux travaillant à l'étranger constituent la principale source de revenus étrangers. Récemment, ce thème a été mis à l'avant-plan par la Banque Mondiale, qui est en train de calculer le potentiel des envois de fonds des travailleurs immigrés comme source de financement du développement.

Ce Groupe de travail envisage d'étudier ces thèmes en identifiant les conflits d'intérêts et les contradictions politiques, en mettant l'accent sur les implications que la migration internationale a pour les pays qui envoient de la main d'œuvre (à travers la perte de main d'œuvre et les transferts des immigrés vers le pays d'origine).

### Responsables :

Béatrice Knerr, Département du Développement Economique et Politique Agricole, Université de Kassel (Allemagne)  
Claude Auroi, Institut d'Etudes du Développement, Genève

### Savoir, Politique et Pouvoir

L'analyse du processus de formulation de la politique dans le développement international a émergé comme un centre d'intérêt dans les dernières années. Tant dans le groupe Research and Policy in Development (RAPID) de Overseas Development Institute de Londres qu'au groupe Knowledge Technology and Society (KNOTS) de l'IDS dans le Sussex, un travail de recherche considérable a été fait à la fois par le Centre International de Recherche en Développement (Canada) que par le Réseau pour le Développement Mondial (RDM) ainsi que par l'IFRI de Washington DC. Beaucoup de travail a aussi été réalisé dans les pays de l'OCDE par l'institution britannique Centre for Evidence-based Policy and Practice (CEPP).

Il existe de nombreuses raisons qui expliquent pourquoi une étude de la formulation de la politique est importante. Il est intéressant d'en mettre ici quelques unes

en exergue. Nous devrions ainsi analyser la formulation de la politique,

- à cause de l'impact que ces processus de prise de décision politique ont sur le contenu et le résultat de la politique
- afin de pouvoir comprendre comment et pourquoi les politiques changent ou restent les mêmes
- afin d'influencer les changements de politique
- pour aider ceux impliqués dans le processus de politique à comprendre dans quoi ils sont impliqués en tant que participants
- parce que les gens s'intéressent à la façon

dont les décisions sont prises, spécialement par les gouvernements.

Le Groupe de travail envisage de s'engager avec des chercheurs faisant de la recherche sur le processus de formulation de la politique en général (c-a-d en allant plus loin que simplement créer des ponts entre la politique et la littérature de recherche) ; en même temps, il veut se centrer sur l'importance relative des différents types de savoir dans ce processus. En fin de compte, le Groupe ne veut pas seulement influencer le changement de politique en soi, mais il veut travailler à ce qu'il y ait plus de dialogue entre, d'une part les

différents générateurs de savoir et les chercheurs, et d'autre part entre les décideurs politiques et les résultats de la politique.

#### Responsables

Nicola Jones, Overseas Development Institute, Londres

Andrew Sumner, Institute of Development Studies, Université de l'Essex

## Nouveau programme quinquennal de recherche

# Thèmes émergents dans la gestion de l'information et du savoir et développement international

Lors de la dernière Conférence bisannuelle de l'EADI, en septembre 2005, Simon Maxwell de ODI et Paul Engel de ECDPM ont lancé le défi aux Groupes de travail d'entamer de la recherche de se concentrer sur leur propre sujet de recherche. Relevant ce défi, et en se basant sur un travail précédant de l'Institut des Nations unies pour le développement social (IRNUDS), quelques membres du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information (Gr. de T. GI) ont mis en place des fondations visant à développer un nouveau programme de recherche.

En avril 2007, le programme de recherche appelé 'Thèmes émergents dans la gestion de l'information et du savoir (GIS) et développement international' a vu son financement approuvé par la Direction générale pour la coopération internationale (DGIS), une section du Ministère néerlandais des Affaires étrangères. Ce programme qui portera l'abréviation Programme de recherche émergente GIS se déroulera jusqu'en mi-2012, il jouira d'un financement d'à peu près Euros 500.000 par an, ce qui correspond à 2.5 millions sur 5 ans.

Le programme a son propre Comité Directeur, constitué d'experts internationalement renommés, responsables de la direction du contenu et de la gestion ; le secrétariat de l'EADI à Bonn en assurera les

tâches administratives. Le Directeur du Programme est Mike Powell, auteur du livre d'Oxfam 'Information management for development' et architecte de cette initiative commune.

Commentaires de Thomas Lawo, Secrétaire Exécutif de l'EADI sur ce nouveau Programme de Recherche :

"Pour l'EADI, ce programme représente une chance importante. Il veut créer un environnement dans lequel les chercheurs, les praticiens, les décideurs politiques et les gestionnaires du savoir ont une chance de pouvoir réfléchir sur leur emploi et leur gestion du savoir. De nouvelles perspectives sur les possibilités d'améliorer leur façon de travailler pour mieux servir les objectifs vont ainsi s'ouvrir. Un but explicite du programme est de plaider pour une plus grande participation et une utilisation plus systématique de la recherche venant du Sud. Cette initiative du Groupe de travail de l'EADI sur la Gestion de l'information va offrir de nouveaux incitants à l'association dans son ensemble,"

#### Éléments innovateurs

Comme le souligne Mike Powell, le Programme de Recherche contient plusieurs éléments neufs :

"C'est essentiellement un élément de recherche en réseau avec un programme de travail qui empiète sur les intérêts et les défis rencontrés par ses participants dans leur propre travail. Le programme se base sur l'engagement initial d'un groupe d'approximativement 20 personnes, dont une bonne partie sont membres du Gr.deT.GI. Ils veulent que beaucoup d'autres personnes puissent être en mesure d'entrer en interaction avec le programme, et même en faire partie dès qu'il prendra de l'ampleur au cours du temps. En tant que groupe de recherche, il contient une haute proportion de membres qui travaillent activement en tant que praticiens dans le domaine de l'information et de la gestion du savoir pour le développement. Ils s'ajoutent aux nombreux chercheurs universitaires, dont la spécialité va des nouveaux médias à l'histoire. Le résultat de ce mélange est un programme de recherche assez inhabituel, mais qui représente certainement une bonne réponse pour ceux qui cherchent à aborder la nature diverse et multi face de l'usage du savoir pour le développement, dans une perspective holistique."

Il est particulièrement positif de voir que le financement de ce Programme de Recherche a été approuvé, parce qu'il ne résulte pas seulement d'un processus bureaucratique,

mais d'un réel dialogue engagé avec un nombre de personnes au Ministère sur le contenu proposé pour ce programme et vu son importance pour la politique et la pratique de développement. Un tel niveau d'engagement avec un tel potentiel lors de la demande de financement est selon mon expérience extrêmement rare, et donc très apprécié.

## Le Programme de Recherche

En employant la recherche visée et en se basant sur les réseaux et autres initiatives existantes, le Programme de Recherche veut améliorer la pratique de développement en mettant en valeur le changement dans la façon dont le secteur du développement approche la sélection, la gestion et l'usage et l'emploi du savoir dans la formation et la mise en pratique de ses politiques et programmes. Il veut aboutir à ceci en :

- faisant campagne sur l'importance du savoir pour le travail de développement et sa nature controversée ;
- mettant en avant la participation et l'usage de production de savoir venant du Sud, sous toutes ses formes et origines ;
- créant un environnement propice à l'innovation, soutenue par la recherche sur les pratiques existantes et émergentes, pour les gens qui travaillent dans le secteur du

développement, et ce pour faire prendre conscience de cet aspect et en discuter les moyens de l'aborder ;

· trouvant, créant, testant et documentant des idées pour des processus et instruments qui illustrent la gamme de thèmes qui affectent la manière dont le savoir est employé en travail de développement et pour stimuler la réflexion sur des solutions possibles.

Le travail fait auparavant dans ce secteur était parcellaire, ayant pour résultat que la recherche sur les liens qui existent entre le savoir et la gestion ont été disponibles pour de très petits groupes et ont donc eu peu d'impact en pratique. Ce programme va faire le lien entre la recherche et les activités de développement ; il va sensibiliser de façon détaillée et interactive et il va aussi contenir une stratégie de communication. Le programme se structurera autour de trois groupes de travail :

### 1. Exploration du discours de communication

Ce groupe va travailler sur la création de savoir, et sur le contenu, il va se centrer sur la production, la communication et l'usage du savoir en partant d'une série de sources du Sud - celles-ci étant basées sur des projets, des personnes engagées et des intellectuels ; il va aussi soutenir les processus d'expression autonome.

### 2. Tirer le maximum de l'information

Ce groupe va explorer les nouveaux produits appropriés de communication et d'expression ainsi que leur réception et usage par des professionnels du développement ; et améliorer la manière dont on traite l'information pour couvrir la gamme d'information sur le développement, ses formats divers, ses usages multiples à des temps différents.

### 3. Gestion du savoir

Ce groupe va analyser les besoins des usagers et des producteurs d'information et de savoir, et comment ceux-ci pourraient être mieux couverts pas de nouvelles structures et pratiques pour procéder à la gestion, l'échange et l'introduction du savoir.

## Pour avoir plus d'information

Pour vous tenir au courant des derniers développements liés au Programme de Recherche Emergente GIS, veuillez SVP vous inscrire sur le site : [www.dgroups.org/groups/ikmemergent](http://www.dgroups.org/groups/ikmemergent) pour vous ajouter à liste des abonnés.

# Bienvenue aux nouveaux membres de l'EADI

## SADEV , Agence suédoise pour l'évaluation du développement

L'Agence suédoise pour l'évaluation du développement (SADEV) est un institut financé par le gouvernement qui procède à des analyses d'experts et des évaluations dans le secteur de la coopération internationale et les diffuse ensuite. L'objectif principal de SADEV est d'apporter sa contribution à augmenter l'efficacité de la coopération suédoise au développement. Il s'efforce d'informer les décideurs politiques par le biais de méthodes scientifiques d'analyse des thèmes liés à la coopération internationale. De plus, SADEV a

pour but de fournir à des groupes cibles particuliers, y compris le grand public, des analyses ponctuelles, appropriées et complètes sur l'organisation, la direction, le volume, la composition et l'impact de l'aide internationale à la coopération et au développement. SADEV veut aussi renforcer les capacités des pays partenaires à réaliser des analyses et évaluations dans le secteur du développement et de l'aide au développement.

<http://www.sadev.se>

## Fondation Aga Khan (AKF)

La Fondation Aga Khan (FAK) est une organisation de développement laïque, inter-

nationale et non gouvernementale établie en Suisse. Créée en 1967 par l'Aga Khan, Iman des Musulmans ismaélites, en tant que partie du Fond de Développement Aga Khan (FADAK), la Fondation a des branches et des affiliés indépendants dans 15 pays. Sa mission est de développer et promouvoir des solutions créatives aux problèmes qui empêchent le développement social, en premier lieu en Asie et en Afrique de l'Est. Il se concentre sur le développement rural, la formation, la santé, l'environnement et le renforcement de la société civile.

<http://www.akdn.org>

# EADI — Comité Exécutif 2005 — 2008

## PRESIDENT

M. Jean-Luc MAURER  
Institut Universitaire d'Etudes du  
Développement  
P.O. Box 136  
1211 GENEVE 21 - Suisse  
E-mail: Jean-  
Luc.Maurer@iued.unige.ch  
Phone: (41) 22-9065946  
Fax : (41) 22-9065947  
E-mail: president@eadi.org

## VICE-PRESIDENTS

Mme Isa BAUD  
Amsterdam Institute for  
Metropolitan and International  
Development Studies (Amidst)  
Nieuwe Prinsengracht, 130  
1018 VZ AMSTERDAM - Pays bas  
Phone: (31) 20 - 5254067  
Fax: (31) 20 - 5254051  
E-mail: i.s.a.baud@uva.nl

Mme Maja BUCAR  
Centre of International Relations  
Faculty of Social Sciences,  
University of Ljubljana  
Kardeljeva ploscad 5  
1000 LJUBLJANA - Slovénie  
E-mail: maja.bucar@guest.arnes.si  
Phone: (386) 1 - 5805-100  
Fax : (386) 1 - 5805-109

M. Kenneth KING  
Centre of African Studies  
Edinburgh University  
21 George Square  
EDINBURGH EH8 9LD - Royaume  
Uni  
Phone: (44) 131 - 650 38 79  
Fax: (44) 131 - 650 65 35  
E-mail: kenneth.king@ed.ac.uk

M. Desmond MCNEILL  
Centre for Development and the  
Environment/University of Oslo  
P.O. Box 1116 Blindern  
0317 OSLO - Norvège  
Phone: (47) 22 - 858991  
Fax: (47) 22 - 858920  
E-mail:  
desmond.mcneill@sum.uio.no

M. Jürgen WIEMANN  
German Development Institute  
Tulpenfeld 4  
53113 BONN - Allemagne  
Phone: (49) 228 - 949 27 112  
Fax: (49) 228 - 949 27 130  
E-mail: jwiemann@die-gdi.de

## TRESORIER

Mme Katarzyna ZUKROWSKA  
International Security Department  
Warsaw School of Economics  
Rakowiecka 24  
00-521 Warsaw - Pologne  
Phone: (48) 22 - 849 51 92  
Fax: (48) 22 - 849 51 92  
E-mail:  
zukrowsk@warszawa.home.pl

## SECRETAIRE EXECUTIF

M. Thomas LAWO  
Kaiser-Friedrich-Strasse 11  
53113 BONN - Allemagne  
Phone: (49) 228 - 26 18 101  
Fax: (49) 228 - 2618 103  
E-mail: lawo@eadi.org

## MEMBRES

Mme Lenka ADAMCOVA  
University of Economics  
Nám. W. Churchilla  
4130 67 PRAHA 4 - Republique tcheque  
Phone: (420) 2-24095279  
Fax: (420) 2-24095233  
E-mail: adamcova@vse.cz

M. Michel CARTON  
Institut Universitaire d'Etudes du  
Développement  
P.O. Box 136  
1211 GENEVE 21 - Suisse  
Phone: (41) 22 - 9065901  
Fax: (41) 22 - 9065994  
E-mail: michel.carton@iued.unige.ch

M. Jean Jacques GABAS  
Groupement d'Intérêt Scientifique pour  
l'Étude de la Mondialisation et du  
Développement (GEMDEV)  
Centre Malher  
9 rue Malher  
75181 PARIS CEDEX 04 - France  
Phone: (33) 1 - 69336124  
Fax: (33) 1 - 60193318  
E-mail: jggabas@club-internet.fr

M. Martin HVIDT  
University of Southern Denmark  
Campusvej 55  
5230 Odense M. - Danemark  
Phone: (45) 6550-2183  
Fax: (45) 65502161  
E-mail: hvidt@hist.sdu.dk

M. Edvard JAKOPIN  
Republic Development Bureau  
4, Makedonska Street  
11000 BELGRADE - Serbie&Montenegro  
Phone: (381) 11-3345233  
Fax : (381) 11-3345531  
E-mail: edvard@yubc.net

Mme Louka KATSELI  
OECD Development Centre  
Le Seine St. Germain, BAT B  
12 bd des Iles  
92130 Issy-les-Moulineaux - France  
Phone: (33) 1 - 45249620  
Fax: (33) 1 - 45249567  
E-mail: louka.katseli@oecd.org

Mme Liisa LAAKSO  
Masters' Programme in Development  
and International Co-operation  
University of Jyväskylä  
P.O. Box 35 (Office MaB 209)  
40014 University of Jyväskylä - Finlande  
Phone: (358) 142 - 603-109  
Fax: (358) 142 - 603-101  
E-mail: liisa.laakso@yfi.jyu.fi

M. Eamon LENIHAN  
Centre for Sustainable Livelihoods  
University College Cork  
CORK - Irlande  
Phone: (353) 21-490-2114  
Fax: (353) 21-490-3358  
E-mail: e.lenihan@ucc.ie

M. Imre LÉVAI  
Institute for World Economics  
Hungarian Academy of Sciences  
Országház u. 30  
1014 BUDAPEST - Hongrie  
Phone: (36) 1 - 224 6700/6764  
Fax: (36) 1 - 224 6765  
E-mail: h13695lev@ella.hu

M. Stefaan MARYSSE  
University of Antwerp - Institute of  
Development Policy and Management  
Rijksuniversitair Centrum Antwerpen  
Middelheimlaan 1  
2020 ANTWERPEN - Belgique  
Phone: (32) 3-2204036  
Fax: (32) 3-2204020  
E-mail: stefaan.marysse@ua.ac.be

M. Stefan MEYER  
Fundación para las Relaciones  
Internacionales y el Diálogo Exterior  
Calle Felipe IV, 9 1º derecha  
28014 Madrid - Espagne  
Phone: (34)91-5237626  
Fax: (34)91-5227301  
E-mail: smeyer@fride.org

Mme Isabelle MILBERT  
Institut Universitaire d'Etudes du  
Développement  
P.O. Box 136  
1211 GENEVE 21 - Suisse  
Phone: (41) 22-9065944  
Fax: (41) 22-9065947  
E-mail: Isabelle.Milbert@iued.unige.ch

M. Michael OBROVSKY  
Austrian Foundation for Development  
Research  
Berggasse 7  
1090 VIENNA - Autriche  
Phone: (43) 13174010  
Fax: (43) 13174015  
E-mail: m.obrovsky@oefse.at

M. Jochen OPPENHEIMER  
CESA - Centro de Estudos sobre Africa  
e do Desenvolvimento  
Rua Miguel Lupi 20  
1429-078 LISBON - Portugal  
Phone: (351) 21-3925936  
Fax: (351) 21-3976271  
E-mail: jochen@iseg.utl.pt

M. Nadarajah SHANMUGARATNAM  
Department of International Environ-  
ment and Development Studies  
Norwegian University of Life Sciences,  
UMB  
P.O.Box 5003  
1432 AAS - Norvège  
Phone: (47) 6494-98-04  
Fax: (47) 64-940760  
E-mail: n.shanmugaratnam@umb.no

M. Fredrik SÖDERBAUM  
Peace and Development Research  
Institute  
Goteborg University  
Box 700  
40530 GÖTEBORG - Suède  
Phone: (46) 317734313  
Fax: (46) 317734910  
E-mail: F.Soderbaum@padrigu.gu.se

M. Gianni VAGGI  
Centre for the Co-operation with  
the Developing Countries  
Universita di Pavia  
Via S. Felice 7  
7100 PAVIA - Italie  
Phone: (39) 0382 - 506222  
Fax: (39) 0382 - 304226  
E-mail: gvaggi@eco.unipv.it

## REDACTEURS EJDR

Mr. Rajneesh NARULA  
University of Reading Business  
School  
Whiteknights  
P.O. Box 218  
READING RG6 6AA -  
Royaume Uni  
Phone: (44)118-3785247  
Fax: (44)118-9750236  
E-mail: r.narula@reading.ac.uk

Ms. Claire MAINGUY  
GEMDEV  
Centre Malher, 9 rue Malher  
75181 PARIS Cedex 04 - France  
Phone: (33) 3-88676380  
Fax: (33) 3-88676393  
E-mail: Claire.Mainguy@urs-u-  
strasbg.fr

Mr. Andrew MOLD  
United Nations Economic  
Commission for Latin America and  
the Caribbean  
Av. Dag Hammarskjöld 3477  
SANTIAGO - Chile  
Phone: (56)-2-2102402  
E-mail: amold@cepal.org